

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 03/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TAURIAC ENERGIE SAS Roustans II**

GROUPE VALECO  
188 rue Maurice Bédart - CS 57392  
34000 Montpellier

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0006809874

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement TAURIAC ENERGIE SAS Roustans II implanté Le Roustans II 12360 Tauriac-de-Camarès. L'inspection a été annoncée le 20/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TAURIAC ENERGIE SAS Roustans II
- Le Roustans II 12360 Tauriac-de-Camarès
- Code AIOT : 0006809874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Roustans est divisé en deux parcs d'un point de vue administratif :  
- Roustans I : éoliennes numérotées de 1 à 3 ;  
- Roustans II : éoliennes numérotées de 4 à 8.  
Le parc a été mis en service le 22 décembre 2017 et est équipé d'éoliennes de modèle ENERCON E82, hauteur de mât 85 mètres et puissance unitaire nominale de 2,3 MW.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [à compléter](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Gestion des déchets | AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 2  | Gestion des déchets | AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués lors de la visite du site, l'AP de mise en demeure peut être levé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans un délai de six mois [à compter du 21 décembre 2022], l'exploitant est mis en demeure de respecter l'article R. 541-45 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété.   |
| <b>Constats :</b><br>Au vu de la faible quantité de déchets générés par l'installation, l'exploitant n'a pas émis de BSD depuis la mise en demeure. Il a fourni la preuve qu'il est bien le gestionnaire de l'installation sur TrackDéchets et l'émetteur des futurs BSD.<br><br>L'exploitant fournira les prochains BSD émis pour l'installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Gestion des déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans un délai de six mois [à compter du 21 décembre 2022], l'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 20 de l'arrêté ministériel et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge   |
| <b>Constats :</b><br>Les déchets sont temporairement stockés sur site dans des EOLBOX, avant d'être transférés sur le site d'ORTEC Industries à Fos-sur-Mer (13). L'installation des EOLBOX a bien été constatée sur site. Les ELBOX permettent de trier les flux de déchets dès leur stockage temporaire sur site. L'AP d'autorisation de l'ISDD a bien été transmis à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |